

DECLARATION SUR LES TROUBLES ET EVENEMENTS DOULOUREUX DE LA PREFECTURE DE BOKE

NOUS ;

- **Honorable El hadj Mamadou Sylla, Président de l' UDG ;**
- **Honorable El hadj Dembo Sylla, Vice Président de l'UDG ;**
- **Monsieur El hadj Papa Koly Kourouma, Président de GRUP ;**
- **Monsieur Alhousseny Makanéra Kaké, Président de FND;**

Au nom de l'ensemble de nos responsables politiques, militants, militantes et sympathisants ;

Suivons avec la plus grande attention et préoccupation les troubles et événements douloureux qui secouent la préfecture de Boké depuis le mardi 12 septembre 2017 ;

Evènements consécutifs à la réclamation par les paisibles citoyens et citoyennes de Boké, la fourniture régulière du courant électrique telle que promis par les autorités gouvernementales à l'issue de la première crise qui avait secoué la ville de Boké en avril 2017 ;

Considérant que toute activité d'exploitation industrielle comporte des incidences (positives et négatives) sur les communautés locales et induit forcément un changement des modes et systèmes de vie traditionnels, il faut, pour éviter les impacts négatifs et profiter des bénéfices, que chacun (gouvernement, communautés locales, société) joue son rôle dans un Etat de droit ;

Sachant que les incidences des mines industrielles sont nombreuses et tombent sur l'environnement(la terre, les eaux), la société (notamment les femmes et les enfants), l'économie, la santé, la sécurité, le droit des populations locales à l'information et à la participation est vital ;

Dans ce contexte, l'administration centrale et les services déconcentrés sont tenus d'appliquer et de faire respecter les lois et les engagements ; les collectivités locales sont tenues d'exercer leurs

compétences en matière de développement local ; les entreprises sont tenues de se conformer à toutes les lois applicables de la République de Guinée et du droit international (notamment de respecter les droits humains ;

Nous déplorons les pertes en vies humaines ainsi que les blessures et traumatismes qui ont résulté de ses violences entre les forces de l'ordre et la population qui revendiquait paisiblement son droit exclusif au courant électrique et à l'eau potable;

Nous présentons nos sincères condoléances les plus attristées aux familles de ceux qui ont perdu la vie et souhaitons un prompt rétablissement à tous les blessés et victimes de traumatismes divers ;

Nous saisissons cette douloureuse occasion, pour renouveler notre soutien inconditionnel et notre solidarité à la population de Boké dans ses revendications légitimes d'approvisionnement en électricité et en eau potable ;

Nous invitons le gouvernement à la pro action et au respect scrupuleux de ses engagements souscrits auprès des populations vis à vis desquelles il a le devoir de protection et de prospérité ;

Nous réaffirmons le droit légitime des populations de Boké à la jouissance de l'électricité , de l'eau potable et de meilleurs services sociaux de base conformément à la législation nationale ainsi que des conventions internationales ;

Le gouvernement a le devoir impérieux de promouvoir à Boké le développement axé sur les droits humains des collectivités locales dans le contexte de l'exploitation minière ;

Disons que les métaux et les minéraux qui regorgent le sous-sol de la République de Guinée appartiennent collectivement au Peuple de Guinée. L'Etat agissant pour le bien du pays peut les exploiter pour le bien national ;

Les sociétés sont tenues de conclure des conventions de développement local avec les communautés locales et, en plus des infrastructures, d'alimenter un fonds de développement local ;

Toute terre utilisée par la mine doit faire l'objet d'une juste compensation ;

De ce qui précède, Nous lançons un appel pressant au gouvernement

Pour le retrait de toutes les forces de l'ordre dans les rues qui sont à l'origine des violences ;

qu'il privilégie dorénavant à Boké la communication, le dialogue, la négociation et la médiation qui sont d'importants outils de base pour le règlement pacifique des conflits et qui constituent des alternatives à la violence pour les conflits dans les zones et régions minières ;

Nous demandons au gouvernement de prendre en compte dans les un milliard cinq cent millions de dollars décaissables en 2017 la revendication légitime de la population de Boké en orientant au moins cinq cent millions de dollars en faveur de ces populations car l'essentiel de la matière première en échange proviendra de Boké;

La diligence d'une enquête rapide pour rechercher, arrêter et juger ceux qui sont à l'origine des violences et des tueries ;

Nous sollicitons l'assistance de toutes les bonnes volontés pour venir en aide à nos frères blessés ; et aux familles des décédés suite à cette violence ;

Nous attirons enfin l'attention des communautés locales de Boké de rester très soudées, bien structurées et organisées afin de se mettre à l'abri de la manipulation, de la division et de favoriser le succès de leurs actions et revendications pour faire respecter et protéger leurs droits.

Conakry, le 15 septembre 2017

Ont Signé :

Pour l'UDG – Honorable Elhadj Dembo Sylla

Pour FND - Monsieur Alhousseny Makanéra Kaké

Pour GRUP – Monsieur Elhadj Papa Koly Kourouma